

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 01/06/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)

5 rue de la Vologne

BP 1120

54523 LAXOU

Références : SAF/IP/2023_1033
Code AIOT : 0006200170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL) implanté 1837 rue de Paris 54200 ÉCROUVES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par transmission préfectorale du 23 juillet 2020, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a adressé à l'inspection des installations classées, le courrier du 08 juillet 2020 adressé par la CAL l'informant de la cessation définitive des activités exercées au sein de ses installations de stockage d'engrais exploitées à Ecrouves. A l'issue des visites de contrôle du 11 août 2020 et du 07 octobre 2021, dont l'objectif était de vérifier le respect des dispositions relatives à la mise en sécurité du site et à la remise en état du site (état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement), figurant dans le code de l'environnement (articles R.512-39-1 et suivants), l'inspection des installations classées a constaté que :

- la mise en sécurité du site tel que le prévoit l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement a été réalisée ;
- l'arrêt définitif des installations exploitées par la CAL libère des terrains dont elle est propriétaire ;

- l'exploitant a transmis par courrier du 15 septembre 2021 conformément aux dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, au maire de la commune d'Ecrouves, compétent en matière d'urbanisme, sa proposition sur le type d'usage du site qu'il envisage pour sa remise en état, à savoir un usage industriel ;
- des éléments d'appréciation complémentaires étaient nécessaires pour démontrer que le site d'Ecrouves n'a eu aucun impact vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment en ce qui concerne les eaux souterraines. Le cas échéant, l'exploitant doit proposer les modalités de la surveillance à exercer.

Par courrier daté du 18 février 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées, le diagnostic environnemental complémentaire qui a fait l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées (cf. Rapport SAF/IP/256_2022 du 04 avril 2022). Les conclusions de cet examen ont conduit l'inspection à formuler plusieurs demandes comme :

- l'établissement d'un plan de gestion des pollutions conformément aux recommandations du guide « Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués » d'avril 2017 pour étudier, en premier lieu la suppression des lentilles de pollution et proposer, le cas échéant, un programme de surveillance des effets de l'installation arrêtée sur son environnement;
- la réalisation d'une campagne de mesure des eaux souterraines en période contrastée de hautes eaux afin de confirmer le sens d'écoulement et la variabilité des teneurs en aval hydraulique comme préconisé par le bureau d'étude FONDASOL;
- la transmission au Préfet de Meurthe-et-Moselle d'une copie de l'accord ou du désaccord sur le type d'usage futur proposé du site au Maire de la commune d'Ecrouves par courrier du 15 septembre 2021.

Par courrier daté du 21 octobre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées les compléments demandés. L'examen et les constats établis lors de la visite de contrôle du 20 avril 2023 font l'objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)
- 1837 rue de Paris 54200 ÉCROUVES
- Code AIOT : 0006200170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Installations de stockage d'engrais sous forme solide ou liquide autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-237 du 26 juin 2002 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation: remise en état du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre informationProposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et suivants	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les obligations de mise en sécurité des installations classées arrêtées définitivement et de remise en état du site, sont aujourd'hui satisfaites et le diagnostic environnemental complémentaire du 19/10/2022 du site a permis à l'exploitant de justifier que le site de ses installations situées à Ecrouves a été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site de type industriel.

Néanmoins, au regard des résultats des 2 campagnes de mesures des eaux souterraines et de la corrélation qui peut être faite avec les résultats d'analyse des sols, l'inspection considère qu'une surveillance des eaux souterraines est à mettre en place en ce qui concerne le suivi des paramètres relatifs aux dérivés d'engrais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1 et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : L'inspection constate que le site est toujours maintenu en sécurité (aucune modification par rapport au constat établi lors de la précédente inspection). S'agissant de l'usage futur proposé par courrier du 15 septembre 2021 au maire de la commune d'Ecrouves, compétent en matière d'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie de son courrier du 02 mai 2022 adressé au maire d'Ecrouves afin de l'informer que la proposition d'usage futur, à savoir un usage industriel, mentionné dans le courrier susmentionné du 15 septembre 2021 est réputé favorable dans la mesure où il n'a pas formulé d'observation.

A la demande de l'inspection dans son rapport référencé SAF/IP/256_2022 du 04 avril 2022, l'exploitant a adressé par courrier daté du 21 octobre 2022 un plan de gestion des pollutions du site. Il y est fait référence à la possibilité d'évacuer les terres impactées (volume estimé à 80 m³) par notamment les deux polluants suivants : potassium (emplacement EN2) et ammonium (emplacement EN12) mais il ne se positionne pas sur la suppression des lentilles de pollution susmentionnées mais plutôt sur leur maintien dans la mesure où il n'existe pas en l'état actuel de risque sanitaire (polluants non volatiles – confinement des polluants qui sont sous de l'enrobé permettant d'empêcher la mobilisation par percolation des polluants – absence de cible à protéger).

Le bureau d'étude ajoute que l'excavation de ces spots de pollution concentrée devra être envisagée, à titre conservatoire, dans le cas de modification de l'aménagement actuel à savoir le retrait des enrobés en place.

Lors de la visite de contrôle objet du présent rapport, l'inspection constate qu'un revêtement est effectivement en place et que les zones où ont été réalisés les sondages sont rebouchées.

L'inspection note que la dernière campagne de mesures des eaux souterraines a été réalisée le 29/08/2022. Les résultats des mesures sont sensiblement similaires à ceux de la précédente campagne d'analyse des eaux souterraines de janvier 2022 et conduisent, en conséquence, à la même conclusion que celle formulée dans le rapport de l'inspection référencé SAF/IP/256_2022 du 04 avril 2022 à savoir la présence d'anomalies en ce qui concerne les paramètres en lien avec les dérivés d'engrais. En effet :

- les concentrations de ces derniers sont supérieures en aval et / ou en latéral à celles mesurées en amont (exemple pour le potassium qui est mesurée à 2 400 mg/l en amont et qui est mesuré à 22 000 mg/l en aval et à 19 000 mg/l en latéral) ;
- un dépassement de la valeur limite fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en ce qui concerne le paramètre « ammonium » (valeur limite = 4 mg/l – concentration mesurée en latéral en août 2022 : 14 mg/l).

Une corrélation peut être faite avec les résultats des analyses de sol en particulier avec un spot de pollution concentrée en potassium au droit de EN2 et un spot de pollution concentrée en ammonium au droit de EN12. Le résultat de ces diagnostics conduit l'inspection des installations classées à conclure qu'il y a un impact du site sur les eaux souterraines de part les activités antérieurement exercées par l'exploitant.

Eu égard à l'absence de risque sanitaire en l'état actuel, aux contraintes de terrain (impact confiné sous enrobé) et à la non vulnérabilité des milieux environnants (absence de captage d'eau potable en aval hydraulique), l'inspection estime que la réalisation du suivi de la qualité des eaux souterraines (avec interprétation des résultats) est nécessaire et suffisante dans la mesure où il a été révélé notamment la présence d'ammonium en aval du site à des concentrations 4 fois supérieures aux valeurs de référence. En outre, un bilan quadriennal de cette surveillance devra être établi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires